

L'émigration politique croate à la recherche de la grande Croatie (1943-1990)

De la Seconde Guerre mondiale à la fin de la guerre en Yougoslavie, l'émigration croate est traversée de plusieurs courants, dominés et organisés par le mouvement oustachi, autour du projet d'une grande Croatie unifiée "dans ses frontières historiques et ethniques".

Tous les moyens sont bons : des Croates en exil soutiennent les revendications territoriales anti-serbes, certains tentent une alliance avec Moscou, d'autres versent dans le terrorisme. Une des premières mesures prise par le nouvel État croate en 1990 fut de faciliter le retour des émigrés, soutiens actifs du président Tudjman.

par **Marina Glamotchak**,
sociologue, chargée
de recherche au Centre
interdisciplinaire
de recherches sur la paix
et d'études stratégiques
(Cirpes-EHESS), Paris

En règle générale, l'émigration politique venue de l'Est après la Seconde Guerre mondiale constitue une opposition au système communiste et une force de soutien pour l'opposition en lutte dans le pays d'origine. Au premier stade de la lutte, le facteur idéologique, défini notamment par la participation, idéologique et/ou militaire, aux mouvements de libération ou à la collaboration pendant la guerre, est décisif pour la constitution des groupes d'émigrés. À long terme s'établit une relation d'influence entre l'émigration politique et le pays, voire avec l'opposition au régime, à qui l'émigration commence à faire passer ses idées politiques. Finalement, avec l'introduction du système multipartiste, l'émigration politique disparaît car le débat politique est transféré dans le pays. Autrement dit, le rôle de l'émigration politique est limité par les processus sociaux dans le pays d'origine. La mise en œuvre de ses idées n'est possible que si des changements interviennent au pays. L'effondrement du système communiste puis la guerre yougoslave ont attiré l'attention sur des stéréotypes d'ordre nationaliste qui sont devenus des "vérités irréfutables". C'est ainsi que la thèse de l'émigration politique croate, selon laquelle la question croate dans chaque Yougoslavie⁽¹⁾ se ramène à la question de "la nation opprimée", a politiquement accrédité l'idée étatique fondée sur le droit historique des Croates à avoir leur propre État.

Toute émigration politique pose les questions suivantes : dans quelle mesure parvient-elle à garder une continuité avec les idées politiques qui jouaient un rôle dans le pays d'origine avant le départ contraint et forcé ? Est-elle un indicateur fiable de ce que serait la vie politique du pays si le monopole d'un parti communiste unique n'y avait introduit une discontinuité ? Quelle est l'influence – relative – de

1)- Aussi bien dans la Yougoslavie royaliste et centralisée (1918-1941) que dans la Yougoslavie communiste et fédérale (1945-1991).

l'émigration politique sur l'émergence des partis politiques après la chute du communisme ?

Le degré de représentativité politique de l'émigration et le degré de continuité relative de la pensée politique dépendent directement du caractère élitiste ou de masse de cette émigration. L'émigration politique croate, tout au moins au départ, n'était pas nombreuse. Une bonne partie des oustachis⁽²⁾ et de leurs familles, ainsi que les Croates domobranes⁽³⁾, qui s'étaient rendus aux Anglais à Bleiburg, avaient été remis aux autorités communistes. Pratiquement personne ne survécut à la tragédie de Bleiburg⁽⁴⁾. Cependant, une partie des oustachis, la plupart des généraux et des ministres avec, à leur tête, Ante Pavelic, parvint à quitter le pays dans les bagages de l'armée allemande. À la différence de l'émigration serbe, composée massivement de paysans et de soldats, l'émigration croate est aisée car les oustachis avaient emporté avec eux des biens. La particularité de l'émigration politique croate est sa régénération relativement rapide, due à la fois à un taux exceptionnellement élevé d'émigrés – à la différence des autres peuples de la Yougoslavie qui, eux, montraient une tendance aux migrations intérieures⁽⁵⁾ –, et à la situation dans le pays. Ceci pourrait expliquer le phénomène "d'intégration" des nouveaux émigrants croates, issus du mouvement de masse de 1971, à l'ancienne émigration croate⁽⁶⁾. Enfin, troisième caractéristique, l'émigration politique croate est faiblement anticommuniste. À la différence de toutes les autres émigrations Est-européennes, elle est la seule qui accomplit une réconciliation "nationalo-idéologique". Grâce à l'idée de souveraineté nationale, elle dépasse le conflit national qui avait eu lieu pendant la guerre civile entre les communistes, les oustachis et les domobranes. Le nationalisme est au centre du champ idéologique de l'émigration politique. Chez les Croates, la simplification est très marquée : le critère de regroupement en émigration est le fait d'être pour ou contre l'État indépendant de Croatie (NDH). L'idée yougoslave est assimilée au grand-serbisme. Par conséquent, l'homogénéisation nationale chez les émigrés politiques croates se réalise en définissant de façon négative le peuple serbe, en faisant de lui la source de toutes les difficultés que connaissent les Croates.

Le projet de grande Croatie

La notion de grande Croatie n'apparaît qu'à la fin du XIX^e siècle. Elle est indissociable de l'existence, au IX^e siècle, d'un État croate comprenant la Croatie et une partie de la Bosnie actuelle. Soumise partiellement par la Hongrie (1102), la Croatie s'associa à la couronne de Saint-Étienne par "une union personnelle". En 1593, une fois la Dalmatie vendue à Venise, la Slavonie conquise par les Turcs, les Confins militaires administrés directement par Vienne, le royaume de Croatie ne comprenait

2)- S'opposant à la Yougoslavie et au centralisme serbe, Ante Pavelic (1889-1959) créa une société secrète, "Oustacha" (1929), qui utilisa le terrorisme comme moyen d'obtenir l'indépendance de la Croatie, comme en témoigne l'assassinat à Marseille, en 1934, du roi Alexandre de Yougoslavie et du ministre français des Affaires étrangères Louis Barthou. En 1941, Pavelic devient le "Povlagnik" (chef) de l'État indépendant de Croatie (NDH), protégé par Hitler et Mussolini. Durant quatre ans, le régime oustachi mena une politique de répression qui prit des allures de génocide. Les Serbes, victimes principales du régime de Pavelic, gardèrent un ressentiment envers la construction étatique croate, y compris en 1991.

3)- Les Domobranes étaient, pendant la Seconde Guerre mondiale, une milice, restée fidèle aux idées du Parti paysan croate (HSS).

4)- Borivoje Karapandzic, *Kocevje, Tito najkrvaviji zlocin (Kocevje, le plus grand crime de guerre de Tito)*, Cleveland, Ohio, 1959.

5)- L'exode croate, qui, au départ, a une dimension économique avec des relents politiques, se fonde, avec le temps, dans l'émigration d'après-guerre, en majorité oustachie. Voir SSIP, PA confidentiel, 1957, F-II ; Stephen Clissold, "Croat separatism: nationalism, dissidence and terrorism", *Conflict studies*, n° 103, 1979.

6)- En 1971, Tito limoge toute la direction communiste croate, jugée nationaliste. De nombreux intellectuels sont emprisonnés, y compris Tujman, Mesic, Veselica, Budisa, Djodan, Gotovac, mais aussi Dabcevic-Kucar et Tripalo, figures politiques qui reviendront vingt ans plus tard sur le devant de la scène politique pour faire accéder la Croatie à l'indépendance.

7)- Les Illyriens se sont déterminés en faveur du dialecte *stokavien* plus répandu que le dialecte *kajkavien*. Ce mouvement se tourna vers la promotion de la langue et de la culture populaires.

plus que la région de Zagreb, ou Croatie *stricto sensu* (selon la ligne Karlobag-Karlovac-Virovitica). Au cours du XIX^e siècle, la monarchie des Habsbourg se transforma en un État centralisé et le nationalisme hongrois s'affermi et influença la Croatie. Vienne nomma un gouverneur de Croatie issu de la noblesse hongroise.

La transformation du mouvement illyrien⁽⁷⁾ en un Parti national fit germer l'idée d'une grande Croatie sous le couvert d'une unification des Slaves du Sud. Ses représentants considéraient qu'ils pouvaient parvenir à ce but dans le cadre d'une monarchie habsbourgeoise fédéralisée dans laquelle la Croatie retrouverait son intégrité territoriale et où Zagreb deviendrait le centre de l'idée yougoslave. Après la chute de l'Empire austro-hongrois en 1918, le Sabor proclama l'indépendance du Royaume Triunitaire de Croatie-Slavonie-Dalmatie afin de s'unir avec la Serbie et la Slovénie dans un nouvel État nommé Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes. Les territoires sud-slaves

de la défunte Autriche-Hongrie (Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine et Voïvodine) étaient considérés comme étant l'héritage direct de la Croatie. C'est pourquoi les émigrés politiques reprirent à leur compte l'idée selon laquelle la frontière Zemun-Kotor de l'Empire des Habsbourg était la ligne de démarcation entre la Serbie et la Croatie.

Autrement dit, tout au long du XIX^e siècle, la politique croate s'appuya sur le droit historique des Croates, et notamment sur le droit à un État assurant l'intégrité des terres croates. Sur cette base fut élaborée l'idée d'un peuple politique, seul occupant du territoire croate. À la différence de la politique croate traditionnelle qui se rapprochait tantôt de Vienne, tantôt de Budapest, mais restait dans le cadre de la monarchie des Habsbourg, le Parti du droit croate, avec à sa tête Ante Starcevic (1823-1896), se déclarait totalement en faveur d'un État croate indépendant, souverain et occupé par les seuls Croates. Ses thèses furent reprises par les oustachis.

Ante Pavelic organise l'émigration

Avec la construction de la Yougoslavie, dont la Constitution centralisatrice découpe l'État en unités administratives qui bafouent les frontières des entités historiques, les Croates estiment trahie leur vision de l'État commun. Il faut attendre les années trente pour que l'élite politique serbe prenne conscience du fait que l'identité nationale croate ne peut se transformer en une identité yougoslave. En août 1939 le chef du gouvernement, Dragisa Cvetkovic, en accord avec l'homme politique croate

Après-guerre, le cadre idéologique de l'émigration politique croate sera déterminé avant tout par sa participation à certains mouvements lors de la Seconde Guerre mondiale et par la guerre civile qui eut lieu à ce moment-là en Yougoslavie.

Vladko Macek, crée le banovina de Croatie, qui comprenait les banovinas de la Save et du Littoral et certains districts de Bosnie et d'Herzégovine. La Croatie était constituée de la Croatie proprement dite, de la Slavonie ainsi que de la Dalmatie qui entrait avec Dubrovnik pour la première fois dans la composition de la Croatie. Ainsi elle devint plus grande que jamais et était le seul banovina en Yougoslavie à être constitué à un niveau national⁽⁸⁾. Le 10 avril 1941, l'État indépendant de Croatie (NDH) était proclamé par le colonel Slavko Kvaternik, au nom du chef des oustachis, Ante Pavelic. Le NDH annexait la Bosnie et l'Herzégovine, le Srem en Voïvodine, mais il n'englobait pas la Dalmatie et l'Istrie, devenues italiennes. Cet État reconnaissait comme croates les catholiques et les musulmans – ces derniers étant proclamés “la fleur de la nation croate” – mais pas les orthodoxes et les juifs.

Après-guerre, le cadre idéologique de l'émigration politique croate sera donc déterminé avant tout par sa participation à certains mouvements lors de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre civile qui eut lieu à ce moment-là en Yougoslavie. Le fait d'être pour ou contre le NDH constitue la référence incontournable dans la vie politique des émigrés, parmi lesquels on peut distinguer :

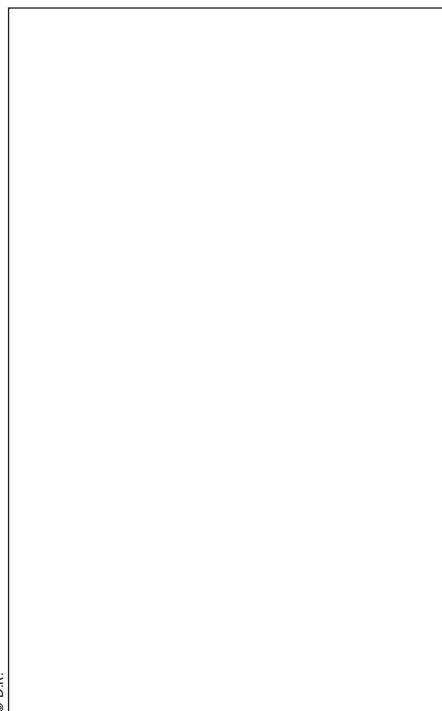
- Les oustachis, groupés autour de Pavelic, qui s'employa à organiser l'émigration, majoritairement oustachi, en un corps unique qui représenterait tous les Croates vivant à l'étranger. C'est à partir de ce mouvement que s'est formé le Mouvement croate de libération (HOP) dont le but politique est l'instauration d'un État croate indépendant. Ce corps politique resta uni jusqu'à la mort de Pavelic en 1957, à l'exception d'une aile qui s'en détacha, sous la férule d'Ivan Orsanic, qui fonda en 1951 le Parti républicain croate.

- Les oustachis détachés de Pavelic. Max Luburic, commandant de Jasenovac, camp de sinistre mémoire, et un des hommes de confiance de Pavelic, refusa de reconnaître Stjepan Hefer comme successeur de ce dernier. Il fonda alors le Comité national croate (HNO), dont le but politique est l'instauration d'un État de Croatie sur l'ensemble de l'espace national et historique du peuple croate.

- Les partisans d'un courant démocratique, en particulier autour du Parti paysan croate (HSS) de Vladko Macek (*voir encadré*), ainsi que les Croates réunis autour du groupe Demokratska alternativa.

- Enfin, ceux pour lesquels un accord avec les Serbes était indispensable. C'est le cas de Roko Kaleb (1920-1987) qui, en émigration, forma en 1966 l'Union démocratique croate, qui agissait dans le cadre de l'Union démocratique slave du Sud (1960).

8)- Le banovina de Croatie comprenait tous les territoires où vivait une population en majorité croate et non ceux que les nationalistes croates demandaient en s'appuyant sur le droit historique.



© D.R.

Ante Pavelic,
fondateur
du mouvement
oustachi.

L'émigration croate issue du mouvement oustachi est la plus importante, tant en nombre qu'en raison d'une organisation qui lui permet d'influer sur les autres groupes d'émigrés. À la base de sa vision de l'État, on trouve trois piliers : le droit historique, le droit à un État et le principe ethnique. La constitution d'un État croate "*dans ses frontières historiques et ethniques*" prévoyait deux options complémentaires : le séparatisme, qui supposait le démantèlement de la Yougoslavie ; et l'unitarisme, sous la forme d'une Grande Croatie fondée sur une unification territoriale et ethnique. Le séparatisme ne supposait pas nécessairement l'unification de plusieurs territoires et, inversement, l'unification n'impliquait pas obligatoirement le séparatisme car elle pouvait également être envisagée dans le cadre de la Fédération yougoslave.

On peut diviser les projets présentant une grande Croatie excluant l'existence de la Yougoslavie selon deux lignes. Une grande Croatie minimale comprenant le territoire de l'État indépendant de Croatie de 1941 et la Dalmatie, soit une frontière sur la Drina. Un projet maximaliste qui s'étendait vers l'ouest par une union avec la Slovénie, et vers l'est par une union avec le Sandjak. En raison de la faible majorité dont jouissaient les Croates dans cet État, la politique extérieure de l'émigration était d'affaiblir la Serbie en se cherchant des alliés.

L'alliance avec Moscou

Tout d'abord, les Croates en exil soutinrent toute revendication territoriale émise à l'encontre de la Serbie : le Kosovo par les Albanais, la Serbie orientale par les Bulgares, le Banat par les Hongrois. Tous les peuples balkaniques ayant intérêt à la dissolution de la Yougoslavie, l'Europe de l'Est connaîtrait par la suite une restructuration qui prendrait la forme d'une confédération adriatico-danubienne des pays d'Europe de l'Est à laquelle adhérerait également l'Albanie. La Croatie indépendante serait également liée aux autres pays danubiens par la religion. Avec l'apparition du Parti du droit en Croatie, l'Église s'était opposée à l'illyrisme considéré comme porteur des ambitions serbes. Le clergé catholique assimilait État croate et catholicisme. Ainsi, la grande Croatie assurerait la défense du catholicisme et ferait de ses frontières une ligne de démarcation entre l'Occident catholique civilisé et l'Orient orthodoxe et barbare.

Le changement politique introduit par Branimir Jelic – fondateur en 1950 du Comité national croate – constitua un événement d'importance dans l'émigration croate. Longtemps anticommuniste, Jelic changea d'avis et promut l'instauration d'un État croate soutenu par les Soviétiques considérant qu'il n'était pas dans l'intérêt du peuple croate d'adhérer à un bloc antibolchévique. Dès le printemps 1970, il entra en contact avec des représentants soviétiques⁽⁹⁾. À peu près à la même époque, en décembre 1971, s'ouvrit à Zagreb un consulat soviétique dont la juridiction s'étendait également à la Bosnie-Herzégovine.

9) - F. Varaga, "Moskva i Hrvati. Zakulisna igra Moskve s Hrvatima" (Moscou et les Croates. Le jeu en coulisses de Moscou avec les Croates), *Hrvatska revija*, n° XV, novembre-décembre 1969.

Jelic fonda ses espoirs sur “*la politique du nouveau cours*” adoptée par Moscou dans ses relations avec la Yougoslavie. Il eut différents entretiens avec les Soviétiques à Kiev, Sofia et Moscou. Selon l’arrangement conclu entre les deux parties, Jelic s’engageait à ce qu’en cas de conflit Est-Ouest la Croatie “restât neutre” tout en concédant aux Soviétiques l’aérodrome de Mostar et le port de Rijeka. D’après lui, ce plan n’aurait pas été complet sans l’adhésion des représentants des émigrations albanaise, macédonienne et slovène, dont Jelic soutient les revendications territoriales à l’encontre de la Serbie. Les textes qui paraissent à cette époque dans *Hrvatska drzava* parlent du “bloc légaliste” que représentent les communistes croates dans le pays, bloc chargé d’appeler le peuple au soulèvement comme le prévoyait la déclaration de Moscou du 29 avril 1971⁽¹⁰⁾.

Nombreux furent les émigrés qui n’approuvaient pas ou raillaient les connexions entre Jelic et l’URSS. Il importe peu ici de savoir quels étaient réellement ses liens avec l’Union soviétique. Il fit passer un message qui, en tant que tel, fit son effet. Le fait qu’un homme très proche des idées de Pavelic se tourne vers Moscou et collabore avec les communistes dans le pays frappa l’émigration croate et ouvrit la route à une véritable réconciliation nationale. En effet, si toutes les émigrations d’Europe de l’Est espéraient des changements “démocratiques” dans leur pays et comptaient sur l’aide occidentale pour restaurer les régimes antérieurs, en ce qui concernait la Yougoslavie, les États-Unis et l’Europe de l’Ouest voulaient maintenir en place Tito. Il était clair que “*la doctrine américaine ignorerait encore la question croate [...] au moins pour les dix ans à venir... Dans ce contexte, l’existence d’une Croatie indépendante, ou plutôt la ‘destruction’ de la Yougoslavie, [était], pour les Américains, une affaire d’expansion soviétique.*”⁽¹¹⁾ Le rapprochement de Jelic avec Moscou était donc la rationalisation d’un but politique, dans la mesure où il espérait que Moscou changerait d’attitude envers la Yougoslavie et par là-même envers la question croate.

Vladko Macek (1879-1964)

Docteur en droit, après la mort de Stjepan Radic (1928), il fut élu président du Parti paysan croate (HSS), qu’il présida jusqu’à sa mort. En 1939, il signa avec Dragisa Cvetkovic, Premier ministre de Yougoslavie, “l’accord” qui garantissait aux Croates l’autonomie interne sur le territoire du banovina de Croatie, englobant la plus grande partie des territoires majoritairement croates, et il devint vice-Premier ministre du gouvernement yougoslave. Après l’attaque allemande du 6 avril 1941, il regagna Zagreb. Le régime oustachi l’interna à Jasenovac, puis à Kupinec. Pendant la guerre, il refusa systématiquement les propositions allemandes destinées à former un gouvernement collaborationniste. Il refusa également les propositions des communistes. Il émigra à Paris, puis à Washington. Dans l’émigration, il continua à présider le HSS sans changer de ligne politique : il continua à œuvrer pour l’entente serbo-croate, souhaitant le maintien de la Croatie dans le cadre d’une Yougoslavie confédérale. Quand des personnalités croates lui offrirent de rassembler l’émigration politique croate et d’en prendre la tête, il refusa invoquant la légitimité de son parti et son droit exclusif à conduire la politique croate. Il fut l’un des fondateurs de l’Union internationale des paysans (Medjunarodne seljacke unije), qu’il présida. Il est l’auteur d’un ouvrage autobiographique, *In the struggle for freedom* (Robert Speller, New York, 1957).

10)- *Hrvatska drzava*, XVII, mars-avril 1971.

11)- J. Jareb, *ibid.* p. 466.

Nationalistes et communistes se rapprochent

L’impact de l’idéologie, en général, dépend de nombreux facteurs, dont le plus décisif est la capacité d’intégration du groupe. Plus un groupe atteint un haut niveau de cohésion, plus il est isolé des autres et plus

l'impact de l'idéologie est fort. Celle-ci justifie les comportements et légitime les désirs des émigrés politiques. Pour atteindre la plus grande interdépendance et intégration possible entre leurs membres, les groupes d'émigrés, au-delà du symbole qui les différencie des autres groupes ou des autres nations, fonctionnent suivant un système éprouvé d'exclusivisme, et pour souligner leur propre valeur, dénigrent les autres.

Si les Croates de l'émigration politique sont anticommunistes, c'est parce que leur postulat idéologique assimile Yougoslavie et Serbes, car dans la Yougoslavie communiste, les Serbes sont perçus comme étant les porteurs du yougo-communisme. À par-

tir de 1969, en raison des événements en Yougoslavie, l'émigration politique croate arrive à un tournant. L'anticommunisme est dirigé contre la "Serbo-slavie" et non plus contre les communistes croates. Un compromis s'instaure sur la base de l'unité nationale. Le lien entre communisme et nationalisme avait été particulièrement fort dans la période d'avant-guerre quand l'objectif de base des communistes yougoslaves, à partir du congrès de Dresde en 1926, avait été de détruire la Yougoslavie en accordant la souveraineté aux petits peuples. Pour mettre en œuvre cette réconciliation nationale, on compte avant tout sur la jeune génération : *"Ces nouveaux Croates, les fils des anciens oustachis, des anciens domobranes et des anciens partisans, nourrissent, dans leur cœur pur, un amour pour la Croatie, et, grâce à leurs jeunes forces, ils franchiront l'abîme qu'ont creusé leurs grands-pères et leurs pères, abîme que, des deux côtés, des étrangers ont approfondi et qui a, malheureusement, séparé les membres d'un même peuple... Car, aujourd'hui, les uns et les autres comprennent qu'en 1945 ce ne sont pas les oustachis qui ont été écrasés, ni les communistes qui ont vaincu, mais qu'en réalité c'est bien la Croatie qui a été défaite..."*⁽¹²⁾

Le besoin, propre à l'émigration, de mener une large activité idéologique ne répond pas seulement à la nécessité de justifier la situation de fait dans laquelle elle se trouve. L'émigration politique a besoin d'objectifs et de valeurs correspondant à sa vision. Le fait de se tourner vers un avenir qui, d'ailleurs, pour nombre de groupes émigrés, n'est qu'un retour au passé, permet une transmission idéologique où l'idolâtrie de l'avenir ne fait que compenser une réalité défavorable. L'idéologie peut mobiliser ses partisans autour d'une action sociale et les pousser à l'abnégation, parce qu'elle n'est pas seulement un système d'idées rationnellement organisées mais possède une dimension affective dont découle son pouvoir. Or, les actes terroristes reflètent une conjonction spécifique entre la vision poli-

Dans les différentes typologies qui analysent le terrorisme, ce sont "les actions terroristes exécutées pour provoquer le régime en place" qui correspondent le plus aux pratiques de l'émigration politique.

12)- "Requiem svim palima za Hrvatsku" (Requiem à tous ceux qui sont tombés pour la Croatie), *Hrvatska revija*, n° 1, 1970.

tique et la violence. L'étude du terrorisme met l'accent sur les buts poursuivis en tant qu'élément fondamental de la violence politique. Ces buts se rapportant à un futur projeté, il arrive souvent que les moyens utilisés prennent le pas sur les objectifs à atteindre. Dans les différentes typologies qui analysent le terrorisme, ce sont "les actions terroristes exécutées pour provoquer le régime en place" qui correspondent le plus aux pratiques de l'émigration politique. Les victimes sont sélectionnées de façon à déclencher une réaction des organes étatiques. Ainsi les actions terroristes menées par l'émigration croate témoignent de la priorité donnée aux attaques contre les représentations diplomatiques yougoslaves⁽¹³⁾, comme le montre le tableau suivant ci-contre⁽¹⁴⁾.

Actions terroristes croates

	Années et nombre d'attaques	Victimes
Personnels diplomatiques	1962, 1965, 1966	3
	1967 (6 bombes)	6
	1969, 1972	2
	1975-1977	3
Bâtiments (ambassades, consulats)	1966 (2 fois), 1967	3
	1968 (4 fois)	4
	1971, 1976, 1982	3
Détournements d'avion	1972 (2 fois), 1975, 1976	4
Victimes accidentelles	1963, 1968, 1970, 1972, 1978	5
<i>Total (1962-1982)</i>		33

L'infiltration de groupes de diversion sur le territoire yougoslave était très répandue dans la période d'après-guerre, quand l'émigration croyait encore à la possibilité de l'emporter sur le régime communiste. Les "actions de guérilla" menées par les membres de diverses formations militaires qui avaient existé pendant la guerre et qui n'étaient pas parvenues ou n'avaient pas voulu quitter le pays étaient prédominantes dans la stratégie de l'émigration. De 1945 à 1947, 826 groupes d'espionnage quittèrent l'Occident pour la Yougoslavie. De 1948 à 1954, l'émigration communiste qui avait pris parti pour le Kominform fut la plus active⁽¹⁵⁾. Puis vint une relative accalmie qui dura jusqu'aux années soixante. De 1966 à 1972, quatre-vingt-onze actions de diversion furent réalisées par l'émigration politique yougoslave, dont cinquante-huit par les oustachis et neuf par les tchetniks. L'émigration croate était alors

13)- Sur la chronologie des actes de terrorisme commis par l'émigration croate, voir J.-C. Valla, "Le nationalisme croate", *Le spectacle du monde*, février 1972, pp. 57-61.

14)- Ce tableau ne comptabilise que les actes terroristes criminels. En revanche, certains actes commis par l'émigration politique n'auraient pas dû être considérés comme "terroristes" par les autorités yougoslaves. Par exemple, Gojko Susak, ministre de la Défense de la Croatie dans le gouvernement de Tudjman, revenu d'émigration pour occuper cette fonction, avait en 1979, le jour de la République, mis en bière un cochon sur lequel était écrit en rouge "Tito".

15)- Voir l'exposé fait par le secrétaire fédéral de l'Intérieur, Dusan Culafic, devant le Conseil fédéral de l'Assemblée nationale yougoslave, *Politika*, 20 juin 1985.

16)- Jere Jereb, *Politicke uspomene i rad dra Branimira Jelica (Les mémoires politiques et le travail de B. Jelic)*, Cleveland (Ohio), M. Samija, 1982, p. 390.

17)- Milo Boskovic, *Sesta kolona (La sixième colonne)*, Birotehnika-Dnevnik, Zagreb-Novı Sad, 1985, p. 340.

18)- Sur les quatre-vingt-une personnes ayant participé au mouvement de masse croate de 1971 recrutés par l'assemblée du Conseil national croate, soixante-deux étaient nées pendant ou après la guerre. Voir M. Boskovic, "Diktat iz slobodnog sveta" (Le diktat du monde libre), *Stav*, 10 janvier 1992.

19)- Deni Stefanovic, *Les origines de la crise croate de 1971*, thèse de doctorat, Paris, 1979, p. 352.

20)- Émigré en 1956 en Australie, membre des organisations terroristes de Luburic, il forma ensuite le Parti socialiste de Croatie. En tant que représentant d'une organisation terroriste, l'entrée sur le territoire de nombreux pays européens lui est interdite. Depuis 1990, il séjourne à Zagreb.

convaincue que "la patrie est mûre pour une révolution et qu'il est nécessaire d'y envoyer des individus entraînés ou de petits groupes qui commenceront les actions révolutionnaires"⁽¹⁶⁾. Des ramifications de la Fraternité révolutionnaire croate, fondée en Australie vers 1960, existaient en France, l'une à Nice, l'autre à Paris. En 1961 fut fondée en Allemagne la Fraternité croate de la Croix du révérend Raphaël Medic. La Résistance nationale croate, créée par Luburic, déclarait ouvertement dans son programme être une organisation terroriste : "Durant la décennie 1972-1982, elle a commis vingt-cinq actes terroristes de grande envergure dont quatorze poses de bombes, deux détournements d'avion, cinq attentats et cinq incendies de sites et de représentations yougoslaves."⁽¹⁷⁾ L'Allemagne était le pays où les organisations terroristes de l'émigration croate étaient les plus nombreuses.

Les individus ayant commis ces actes terroristes étaient des jeunes émigrés politiques d'après 1971⁽¹⁸⁾ ou des travailleurs émigrés venus de Croatie, donc une génération qui n'avait pas participé à la Seconde Guerre mondiale⁽¹⁹⁾. Ce sont des émigrés économiques qui commirent le plus grand nombre d'actes terroristes en Yougoslavie.

Cependant, dès la formation du Conseil national croate (HNV), des divergences, non seulement sur le but mais aussi sur les méthodes d'action, se firent jour. Les uns partaient du principe qu'il fallait faire du Conseil, en tant que corps politique de l'émigration croate, une organisation légale, tandis que les autres, en général recrutés parmi les plus jeunes émigrés, prônaient l'utilisation de méthodes plus radicales. Le Mouvement pour la création d'un État croate (HDP) naquit d'une fraction issue du Conseil national croate. Ce mouvement, dirigé par Nikola Stendul⁽²⁰⁾, rassembla autour de lui les courants les plus radicaux de l'émigration politique croate et forma une coalition appelée l'Unité combattante croate. Les nombreuses actions terroristes ou actes de diversion commis en Yougoslavie après 1980 sont l'œuvre exclusive de ces organisations.

Le terrorisme de l'émigration politique est un acte qui, tout en transmettant un message à l'opinion publique au moyen de la violence, voulait être perçu comme un acte de résistance au régime existant. C'est pourquoi de nombreux groupes terroristes de l'émigration politique se définissaient comme des "mouvements de libération nationale". Par ailleurs, l'État visé fut souvent le protagoniste d'actes terroristes. En dix ans, de 1967 à 1977, dix-sept réfugiés croates furent tués dans la seule Allemagne.

L'opposition tente de s'unir

Toute émigration aspire à créer un corps représentatif qui mènerait une politique nationale et serait le représentant légitime du peuple tout entier. Cependant, les émigrés politiques croates, divisés en différents

mouvements pendant la Seconde Guerre mondiale, ne réussirent pas, en règle générale, à dépasser la ligne de démarcation idéologique qui les séparait. Parfois, ils ne cherchèrent pas l'unification de l'émigration, comme Vladko Macek, le *leader* du Parti paysan croate (HSS) qui se considérait comme le représentant légitime du peuple. Toutefois, le Programme de l'opposition démocratique croate annonça, en 1968, une collaboration active entre toutes les forces d'opposition, à l'extérieur comme à l'intérieur de la Croatie. Cette orientation idéologique se concrétisa après les événements de 1971 : l'émigration s'empressa d'essayer de rassembler tous les Croates – oustachis, travailleurs temporaires à l'étranger, dissidents et même communistes. À partir de ce moment-là, à la différence des autres émigrations politiques qui craignaient les nouveaux réfugiés politiques, elle vécut un important rajeunissement tant de ses cadres que de ses idées politiques et s'ouvrit vers une véritable réconciliation nationale. Le Conseil national croate (HNV) fut formé en 1974 comme une sorte de coalition nationale, un corps commun⁽²¹⁾ à la direction duquel participaient des membres de l'ex-régime oustachi, des membres de l'émigration issue du printemps de 1971 et des membres de toutes les organisations dites terroristes. Lors de la première assemblée de ce Conseil, seize membres sur trente étaient issus des rangs oustachis⁽²²⁾ et quatorze de la nouvelle émigration.

Le but du HNV était l'instauration d'un État croate et, dans cette perspective, l'État indépendant de Croatie (NDH) du 10 avril 1941 était jugé comme résultant de l'aspiration du peuple croate à l'indépendance. La stratégie du HNV était d'unifier les activités de l'émigration puis de transférer cette stratégie dans le pays : installation de personnes de confiance à des postes-clé dans l'armée, le corps diplomatique, l'administration ; lutte pour le retrait de Croatie des soldats non-croates ; possibilité pour tous les émigrés politiques de rentrer en toute liberté au pays... D'ailleurs, une des premières mesures du nouveau pouvoir croate en 1990 fut l'adoption d'une loi permettant le libre retour des émigrés politiques, les principaux financiers du président Tudjman.

La constitution du corps national représentatif qu'était le HNV fut une spécificité de l'émigration croate. Si les autres émigrés issus de l'espace yougoslave disposaient d'organisations politico-culturelles, l'émigration croate, elle, mérite le qualificatif de politique. Connotée extrêmement négativement – majoritairement oustachie puis radicale et terroriste –, elle a su tout d'abord procéder à une réconciliation nationale et s'adapter aux événements qui se déroulaient dans le pays. Le

© D.R.

En ce qui concerne la Yougoslavie, les États-Unis et l'Europe de l'Ouest voulaient maintenir en place Tito.

21)- Même si certains mouvements, tels le Parti paysan croate (HSS) et le Mouvement croate de libération (HOP), ne rejoignirent pas ses rangs.

22)- Des anciennes figures du NDH furent élues président et vice-présidents. Il s'agit de Ante Dosen (proche collaborateur de Pavelic), Vjekoslav Vranic (ancien ministre des Affaires étrangères du NDH), Ivo Korski (officier de l'armée oustachie) et Dinko Sakic (successeur de Luburic).

démembrement de la Yougoslavie a dans ces conditions ouvert à cette émigration un champ d'action très vaste. Au moment de la chute de l'empire communiste, pour la première fois, elle eut la possibilité de jouer un véritable rôle en soutenant le processus social à l'intérieur du pays et ce de trois façons : en se liant avec certains partis porteurs des mêmes aspirations ; en aidant financièrement ces partis ; en s'engageant sur la scène internationale lors de la guerre en Yougoslavie et en créant un "lobby" au profit de sa nation qu'elle cherchait à appuyer auprès de l'opinion publique internationale. C'est une autre histoire. ◀



Christophe Colera, "Tensions franco-yougoslaves et constructions identitaires des Serbes de France"

► Hors-dossier, n° 1250, juillet-août 2004

Dusan Janjic, "Conflits ethniques et crise de l'identité nationale serbe"

Janina Dacyl, "La gestion de la crise des réfugiés de l'ex-Yougoslavie"

Nada Raduski, "Guerre civile et changement de structure ethnique en ex-Yougoslavie"

► Dossier *Migrants, réfugiés, Tsiganes, d'Est en Ouest*, n° 1205, janvier-février 1997